

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Préparation du budget 2024

Février 2024

## SOMMAIRE

### PREAMBULE

#### GENERALITES

[Contexte international](#)

[Contexte national](#)

[Contexte local](#)

[Rappel de quelques principes généraux](#)

[Cycle du vote du budget](#)

### EXECUTION PAR SECTION

[Fonctionnement](#)

[Investissement](#)

[La CAF](#)

[La dette](#)

[Rappel des chiffres clés](#)

### PROSPECTIVE BUDGETAIRE

### CONCLUSION

## PREAMBULE

L'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que « *le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal* », dont l'élaboration doit se faire dans le respect des objectifs et priorités de la politique municipale, d'où l'intérêt et l'importance du débat préalable d'orientations budgétaires (DOB). Ainsi, dans les communes de 3.500 habitants et plus, le maire présente au conseil, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB). Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal (DOB). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique (Art. L 2312-1, al. 2 du CGCT).

Ce rapport fait l'objet d'une publication (avec mise en ligne sur le site internet dans un délai de 1 mois après son adoption et information du public de sa mise à disposition) et est transmis au représentant de l'Etat dans le département ainsi qu'au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre. La non-organisation du DOB dans les communes de 3.500 habitants et plus équivaut au non-respect d'une formalité substantielle à même de pouvoir ouvrir un recours en vue d'annuler la délibération d'adoption du budget primitif.

Le rapport contient notamment des informations sur l'endettement et son évolution, le niveau de fiscalité envisagé, l'essentiel des nouveaux investissements souhaités ainsi qu'un éclairage prospectif sur le budget communal, dont la présentation des objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement. Une description du contexte général (croissance économique escomptée, inflation attendue, etc.) et des orientations du budget de l'Etat avec l'indication des dotations de l'Etat sont également attendus.

Pour autant, le DOB ne s'assimile pas à une décision, même s'il doit donner lieu à une délibération (celle-ci ne vient que constater que le débat a bien été organisé).

## GENERALITES

### CONTEXTE INTERNATIONAL (Source : BCE et FMI)

Au niveau international, la croissance est en légère baisse sur 2023 (selon le rapport du FMI – fonds monétaire international) mais devrait rester stable à 3.1 en 2024, puis 3.2 en 2025. Pour la zone euro, la croissance est estimée à 0.9 en 2024 et 1.7 en 2025 (pour 0.5 en 2023).

Les prévisions restent cependant modérées en raison notamment de politiques monétaires tendues (taux directeurs élevés) et d'une inflation en baisse mais persistante, et surtout très instable vu le contexte géopolitique et climatique instable.

La banque européenne centrale (BCE) estime cependant une inflation à la baisse : 2023 – 5.4% ; 2024 – 2.7% ; 2025 – 2.1% ; 2026 – 1.9%.

**Dernières projections de croissance des Perspectives de l'économie mondiale**

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)	ESTIMATION		PROJECTIONS	
	2023	2024	2025	2026
<b>Production mondiale</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>	
<b>Pays avancés</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	
États-Unis	2,5	2,1	1,7	
Zone euro	0,5	0,9	1,7	
Allemagne	-0,3	0,5	1,6	
France	0,8	1,0	1,7	
Italie	0,7	0,7	1,1	
Espagne	2,4	1,5	2,1	
Japon	1,9	0,9	0,8	
Royaume-Uni	0,5	0,6	1,6	
Canada	1,1	1,4	2,3	
Autres pays avancés	1,7	2,1	2,5	
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>	

### CONTEXTE NATIONAL (Source : Légifrance et INSEE)

La politique budgétaire des collectivités territoriales est définie par la loi de programmation des finances publiques (2023/2027) et la loi de finances (2024).

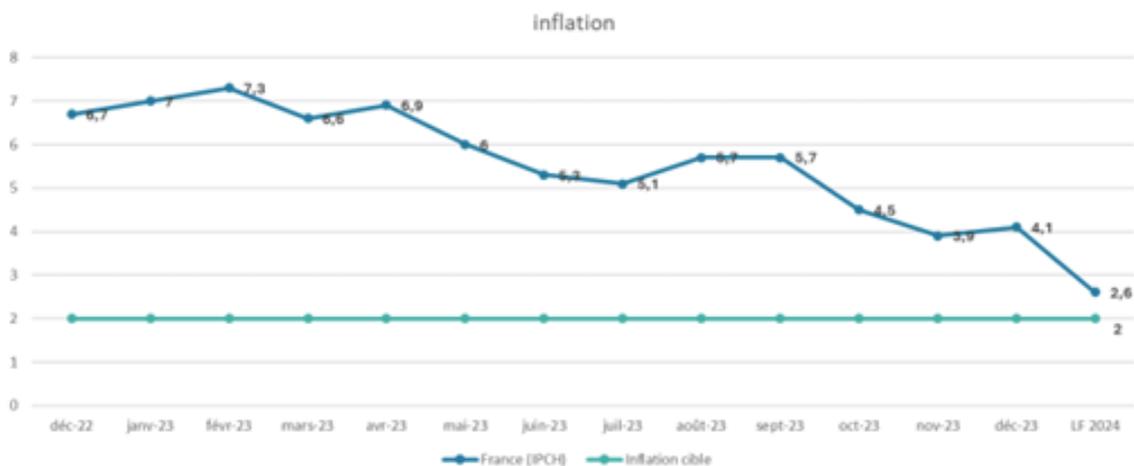
Le début de la mandature 2020-2026 a été marqué par la crise sanitaire, qui s'est fortement ressenti sur le chapitre 011 avec une baisse des dépenses en 2020 mais un rattrapage en 2021, puis un très fort impact en 2022 et 2023 avec une inflation en hausse sur des secteurs déjà très dépendants (énergies, alimentation, BTP). En contrepartie, la fiscalité a permis de compenser partiellement ces hausses. Mais l'utilisation du levier fiscal reste limitée pour éviter un impact sur les ménages. Globalement, l'épargne brute des collectivités a pu être maintenue.

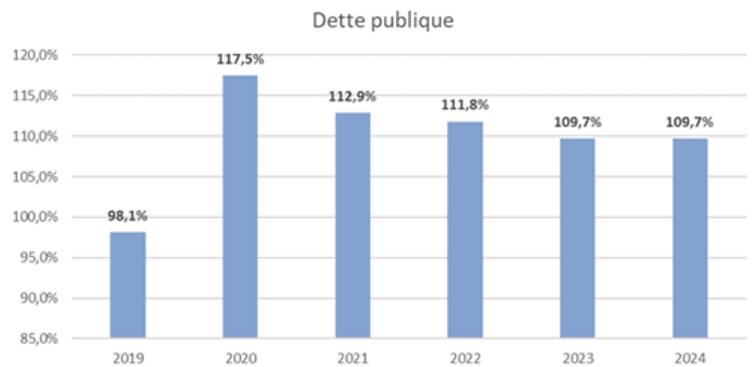
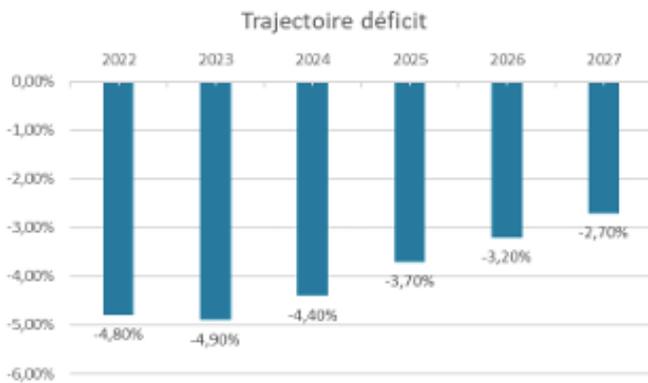
Pour 2024, les 2 lois de finances permettent de définir les **objectifs suivants** :

- déterminer le niveau de ressources versées aux collectivités locales via ses concours financiers (DGF), après une phase de crise importante ;
- traduire les dernières annonces du Gouvernement sur la suppression de la CVAE ;
- accélérer la transition écologique ;

S'agissant des **chiffres clés**, il faut retenir notamment les éléments suivants :

- Croissance de 1.4% en 2024, et plus important à compter de 2025 (objectif de 1.8% en 2027) ;
- Inflation de 2.6% en 2024 (4.9% en 2023) ;
- Stabilité de la dette publique à moins de 110% du PIB (sur 2024-2027) ;
- Charge de la dette souhaitée à 74.4 milliards d'euros en 2027 (48.1 en 2024) ;
- Déficit public ramené à 2.7 % du PIB en 2027 ;





Parmi les **mesures et dispositifs** à retenir, les indications suivantes sont notamment mises en avant :

- En matière d'énergie : maintien du bouclier tarifaire et du dispositif d'amortisseur électrique pour les éligibles, taxe sur les profits exceptionnels ;
- Pour les particuliers : indexation de l'impôt sur le revenu, des prestations sociales et des pensions de retraite sur l'inflation, prolongation du prêt à taux zéro (PTZ) et de l'Eco-PTZ pour les rénovations (selon les critères en vigueur) ;
- Pour l'emploi / entreprises : aide à l'embauche, gratification des stagiaires, indemnité carburant, prime transport ;
- Pour la transition énergétique ;
- Pour les collectivités : augmentation de la DGF, renforcement du fonds vert, régime zoné d'exonérations fiscales et sociales (FRR), instauration d'un budget vert ;

S'agissant particulièrement **des dispositions financières et fiscales pour les collectivités**, il faut retenir les éléments suivants :

- Des concours financiers de l'Etat versés aux collectivités évalués à 54,1 Md€, en progression de plus de 1Md€ en comparaison à 2023 principalement répartis comme suit : + 320 M€ pour la DGF (140 DSU / 150 DSR / 30 DNP / Dotation forfaitaire stable), + 404 M€ pour le FCTVA (ouverture de l'éligibilité des aménagements des terrains), + 290 M€ de compensation liée à la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels, Les crédits de la mission « relations avec les collectivités territoriales » (- 304 M€) ;
- DETR (1 Md€) et DSIL (570 M€) maintenues à un niveau élevé ;
- Fiscalité : revalorisation des bases de 3.9%, nouveau calendrier pour la suppression progressive de la CVAE, incitation à la rénovation par l'instauration d'une exonération sur la TFPB, compensation de la perte de la THLV ;
- Transition énergétique : augmentation du fonds vert de 500 M€ (2.5 Md€), mise en œuvre du budget vert (outil de pilotage financier : cotation des dépenses selon leur impact environnemental), enveloppe de 500 M€ pour rénover les écoles, poursuite du verdissement des dotations (accroissement de la part pour les DSIL et DETR, avec des objectifs de 20 et 25%) ;

A noter enfin que la loi de finances **assigne des objectifs aux collectivités** quant au contrôle des dépenses :

- Limiter l'augmentation des dépenses à hauteur de l'inflation (-0.5%, soit environ 2.1%) ;
- Présenter un objectif sur l'évolution de ses DRF (dépenses réelles de fonctionnement) dans le cadre du DOB ;

## **CONTEXTE LOCAL**

L'année 2023 est particulière avec la cession de certains bâtiments communaux : autant les dépenses (charges) de fonctionnement sont contenues à +5.28 % mais les recettes (produits) de fonctionnement sont biaisées par la cession (266.396,00 euros) avec une progression de +14.76%. A noter cependant que sans les cessions, la progression est de +7.01%, donc plus forte que les dépenses, du fait notamment d'une forte augmentation de la fiscalité (+8.11%). En faisant un focus rapide sur les dépenses, les augmentations les plus contraignantes sont surtout liées aux fluides/énergies (+26.72% sur l'électricité, soit près de 35.000 euros). Il est rappelé également que le budget Campings a été intégré au budget général.

En conclusion, le résultat de l'exercice est positif et cela permet cette année de maintenir une épargne brute (CAF) confortable à raison de 346.646,01 euros, soit un taux de 13.1%.

Quant à la section d'investissement, elle est également positive malgré la construction du pôle Enfance (66% des dépenses) avec un résultat à +654.702,60 euros, avec les soldes de nombreuses subventions, les demandes d'acompte et la signature de 2 prêts (500.000 euros pour la Banque des Territoires, négocié à 3.4% ; 250.000 euros avec la CAF à un taux de 0%, dont 70% versé).

Le résultat cumulé permet ainsi d'abonder le fonds de roulement et d'être serein pour finir la construction du pôle Enfance (solde estimé à 1.538.000 euros). Les restes à réaliser, qui représentent tous les engagements en cours (en dépenses et recettes), sont principalement liés aux marchés publics signés.

<u>VAL DU LAYON</u>		2023		10500 - Budget <b>PRINCIPAL</b>		
<u>Résultat d'exercice</u>						
	REPORT N-1	Dépenses	Recettes	Résultat Exercice N	Resultat CUMULE	
<b>FONCTIONNEMENT</b>	0,00	2 887 253,09	3 198 678,12	<b>311 425,03</b>	<b>311 425,03</b>	
<b>INVESTISSEMENT</b>	338 370,30	1 718 558,60	2 373 261,20	<b>654 702,60</b>	<b>993 072,90</b>	
<b>RAR</b>		1 409 173,44	726 676,00		-682 497,44	
Besoin de financement - R1068					310 575,46	

L'année 2023, c'est également la signature d'un pacte financier et fiscal (PFF) et le lancement d'un groupement de commandes pour la révision du PLU avec la communauté de communes (CCLLA). Du côté du service commun, la commission de gestion a souhaité ajuster la part 1 ce qui se traduit pour la commune par une forte augmentation des attributions de compensation, lissée sur plusieurs années. En résumé, sur le PFF, ci-dessous les quelques points importants à retenir :

- Mise à disposition d'un fonds de concours réparti en 2 enveloppes, soit 77.807,00 euros, pour réaliser des investissements ;
- Reversement de la taxe d'aménagement pour les zones d'activités économiques et partage de la taxe foncière ;
- Nouvelle répartition du FPIC, qui se traduit par une légère baisse pour la commune (-3.574,00 euros) ;
- Réflexion sur la mutualisation de services ;

## **RAPPEL DE QUELQUES PRINCIPES GENERAUX**

La commune de Val du Layon vote actuellement 1 budget **GENERAL** et 2 budgets annexes (**CCAS, BATIMENTS COMMERCIAUX**), dont 1 en HT (BATIMENTS COMMERCIAUX), du fait de son caractère commercial (SPIC). La particularité de ce budget est qu'il a une obligation d'autofinancement et qu'il doit être financé par les usagers (et non les contribuables). Depuis 2021, le budget ASSASINISSEMENT est transféré à la CCLLA et le budget CAMPING a été clôturé en déc. 2022 pour être intégré au budget général.

Les budgets répondent à certains principes généraux :

- Principe **d'annualité** : chaque budget est voté pour une année civile ;
- Principe **d'universalité** : les recettes doivent servir à couvrir l'ensemble des dépenses (sans affectation particulière d'une recette à une dépense ; sans contraction des dépenses et recettes entre elles : tout est inscrit au budget) ;
- Principe **d'unité** : un seul document présente le budget (hors budgets annexes), qui doit être voté en une seule séance ;
- Principe de **spécialité** : toutes dépenses et recettes sont affectées à des chapitres puis à des articles comptables (instruction budgétaire et comptable : M57) ;
- Principe de **sincérité et d'équilibre** : un budget est composé d'une section de fonctionnement et d'investissement et chaque section doit être équilibrée en Recettes et Dépenses. La construction de cet équilibre doit faire l'objet d'une évaluation sincère des dépenses et des recettes ;

## **CYCLE DU VOTE DU BUDGET**

Le budget est voté avant le 15 avril de l'année d'exercice N du fait qu'il est notamment construit à partir d'informations transmises par les services de l'Etat. Dans cette attente, il est possible de mettre en recouvrement les recettes, d'engager les dépenses de fonctionnement (dans la limite des crédits ouverts en N-1), **d'autoriser** (sur délibération) l'engagement et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du ¼ des crédits ouverts en N-1 (hors emprunts).

Seul le conseil municipal est habilité à voter le budget présenté par l'exécutif, qui peut décider de le voter par chapitre (ou par article, sur décision de l'assemblée). En cours d'année, il est toujours possible d'apporter des modifications (décision modificative ; budget supplémentaire, qui permet de reprendre les résultats de l'exercice N-1).

Les comptes de l'exercice N sont arrêtés au 31 décembre de l'année N en section d'investissement et au 31 janvier de l'année N+1 en section de fonctionnement : pour ce faire, il convient de s'assurer de la parfaite concordance entre l'ordonnateur (compte **administratif** de la commune) et le comptable public (compte de **gestion** de la trésorerie). Le

vote des comptes doit intervenir avant le 30 juin de l'année N+1. Une fois les comptes votés, cela permet de réaliser **l'affectation des résultats** au budget (déficit ou excédent, par section).

Lorsque des engagements (opérations en cours mais dépenses non facturées ou recettes non perçues) sont encore en cours au moment de la clôture, ceux-ci sont reportés sur l'exercice N+1 (**RAR** : restes à réaliser).

## EXECUTION PAR SECTION

### FONCTIONNEMENT

La section de **fonctionnement** relève de toutes les dépenses et recettes utiles à une gestion **quotidienne** d'une collectivité : il s'agit de toutes les opérations courantes et récurrentes des services, permettant notamment d'entretenir le patrimoine (voir INV.).

#### Les recettes de fonctionnement (d'exploitation)

- o *Atténuation de produits (Chapitre **\_013**)* : Remboursements d'assurance du personnel ;
- o *Produits des services (Chapitre **\_70**)* : Péricolaire, restauration, occupation du domaine public, cimetières, bibliothèques, La Poste... ;
- o *Impôts et taxes (Chapitre **\_73**)* : Foncier, habitation, FNGIR, attribution de compensation ;
- o *Dotations (Chapitre **\_74**)* : DGF, DSR, DNP, TAP, CAF, Compensation des exonérations des taxes ;
- o *Autres produits (Chapitre **\_75**)* : Revenus des immeubles ;
- o *Produits financiers (Chapitre **\_76**)* : Part sociale ;
- o *Produits exceptionnels (Chapitre **\_77**)* : Produits issus des cessions, remboursements d'assurance ;
- o *Opération d'ordre entre section (Chapitre **\_042**)* : Moins-value suite à cession ;

CODE	LIBELLE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>_013</b>	Atténuation de charges	29 193,74	2 256,42	11 650,41	17 403,56	35 880,92	26 672,15
<b>_70</b>	Produits des services, du domaine et ventes	213 160,72	299 576,88	249 370,53	338 558,99	358 128,12	481 359,71
<b>_73</b>	Impôts et taxes	1 027 256,16	913 372,86	860 293,78	918 857,31	1 134 299,16	1 201 794,87
<b>_74</b>	Dotations et participations	1 187 404,95	1 166 124,78	1 350 332,55	1 260 906,91	1 152 331,66	1 158 160,20
<b>_75</b>	Autres produits de gestion courante	60 698,97	51 611,67	24 473,97	29 967,91	35 485,09	63 911,40
<b>s/Total des recettes de gestion courante</b>		<b>2 517 714,54</b>	<b>2 432 942,61</b>	<b>2 496 121,24</b>	<b>2 565 694,68</b>	<b>2 716 124,95</b>	<b>2 931 898,33</b>
<b>ECART (n-1)</b>			<b>-3,48%</b>	<b>2,53%</b>	<b>2,71%</b>	<b>5,54%</b>	<b>7,36%</b>
<b>_76</b>	Produits financiers	6,20	5,60	4,20	4,00		8,40
<b>_77</b>	Produits exceptionnels	64 808,69	10 301,74	37 081,58	25 213,01	10 568,41	266 771,39
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>		<b>2 582 529,43</b>	<b>2 443 249,95</b>	<b>2 533 207,02</b>	<b>2 590 911,69</b>	<b>2 726 693,36</b>	<b>3 198 678,12</b>
<b>_042</b>	Opérations d'ordre de transfert entre section	0,00	0,00	25 072,70	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 072,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES FONCTIONNEMENT</b>		<b>2 582 529,43</b>	<b>2 443 249,95</b>	<b>2 558 279,72</b>	<b>2 590 911,69</b>	<b>2 726 693,36</b>	<b>3 198 678,12</b>

#### Analyse succincte des écarts significatifs

- o *Produits des services (Chapitre **\_70**)* : Intégration des recettes du camping (105ke, dont un report de plus de 20ke de 2022) ;
- o *Impôts et taxes (Chapitre **\_73**)* : Augmentation des taxes de 2.5%, Baisse du FPIC et des droits de mutations ;
- o *Dotations (Chapitre **\_74**)* : Dotations en légère augmentation (+1.2%), CAF en baisse (année de transition CTG ?) ;
- o *Autres produits (Chapitre **\_75**)* : Baisse des revenus des immeubles (cession), don du syndicat d'initiatives (SL : 9ke), Vente, Assurance, Recouvrement pour péril (Belle Angevine) ;
- o *Produits exceptionnels (Chapitre **\_77**)* : Cession pour 266ke ;

## Les dépenses de fonctionnement (d'exploitation)

- Charges à caractère général (Chapitre **\_011**) : Maintenance équipement, entretien bâtiment, téléphonie, contrats de prestations, fournitures, fluides ;
- Charges de personnel (Chapitre **\_012**) : Rémunération, primes, charges, médecine, formation ;
- Atténuation de produits (Chapitre **\_014**) : Attribution de compensation ;
- Autres charges de gestion courante (Chapitre **\_65**) : Indemnités élus, subventions, contributions obligatoires ;
- Charges financières (Chapitre **\_66**) : Intérêts ;
- Charges exceptionnelles (Chapitre **\_67**) : Annulation de titres ;
- Opération d'ordre entre section (Chapitre **\_042**) : Amortissement, provisions ;

CODE	LIBELLE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>_011</b>	Charges à caractère général	496 673,16	536 509,08	528 452,06	623 968,40	653 497,34	724 214,06
<b>_012</b>	Charges de personnel	870 724,20	947 327,52	883 677,33	1 106 277,47	1 178 906,84	1 234 092,48
<b>_014</b>	Atténuation de produits	64 974,00	111 015,00	203 932,00	193 223,52	279 445,82	259 681,42
<b>_65</b>	Autres charges de gestion courante	442 787,73	337 826,31	296 363,34	294 965,35	321 551,28	353 780,85
<b>s/Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>1 875 159,09</b>	<b>1 932 677,91</b>	<b>1 912 424,73</b>	<b>2 218 434,74</b>	<b>2 433 401,28</b>	<b>2 571 768,81</b>
<b>ECART (n-1)</b>			<b>2,98%</b>	<b>-1,06%</b>	<b>13,79%</b>	<b>8,83%</b>	<b>5,38%</b>
<b>_66</b>	Charges financières	7 808,10	7 187,00	6 579,34	5 886,03	5 458,44	13 824,44
<b>_67</b>	Charges exceptionnelles	50 492,14	48 576,40	39 620,72	133 501,33	10 302,13	42,86
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>1 933 459,33</b>	<b>1 988 441,31</b>	<b>1 958 624,79</b>	<b>2 357 822,10</b>	<b>2 449 161,85</b>	<b>2 585 636,11</b>
<b>_042</b>	Opérations d'ordre de transfert entre section	12 065,88	16 931,47	74 014,19	23 677,92	31 500,00	301 616,98
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>12 065,88</b>	<b>16 931,47</b>	<b>74 014,19</b>	<b>23 677,92</b>	<b>31 500,00</b>	<b>301 616,98</b>
<b>DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>		<b>1 945 525,21</b>	<b>2 005 372,78</b>	<b>2 032 638,98</b>	<b>2 381 500,02</b>	<b>2 480 661,85</b>	<b>2 887 253,09</b>

### Analyse succincte des écarts significatifs

- Charges à caractère général (Chapitre **\_011**) : Très forte augmentation de l'électricité (+35ke), inflation généralisée, entretien et réparations (+50%), dépenses d'alimentation contenues (négociées), assurances en baisse (nouveau contrat), reprise des contrats de téléphonie (résiliation anticipée, recettes à venir), intégration sur une année complète de la redevance de collecte des OM, dépenses temporaires (expert judiciaire de l'école RGC, agent immobilier) ;
- Charges de personnel (Chapitre **\_012**) : X2 augmentation du SMIC, augmentation du point d'indice, assurances en hausse, remplacement des agents en arrêt (presque 50ke euros, pour moitié compensée par les assurance/Sécu), création d'un 0.5 ETP (CTG, dont à peine 1.000 euros à charge de la commune), moins de recours à l'Intérim ;
- Atténuation de produits (Chapitre **\_014**) : Attribution de compensation - Baisse de la part 2 mais lissage de la part 1 en augmentation ;
- Autres charges de gestion courante (Chapitre **\_65**) : Indemnités élus en légère augmentation (lié au point d'indice), subventions OGEC en forte augmentation ;
- Charges financières (Chapitre **\_66**) : Intégration des nouveaux prêts ;

### Focus sur le personnel

Il s'agit de l'ensemble des charges et frais assimilés qui relèvent du personnel (rémunération, primes, assurance, formation, médecine, charges patronales...).

LIBELLE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
CHARGES***	841 530,46 €	945 071,10 €	872 026,92 €	1 088 873,91 €	1 143 025,92 €	1 207 420,33 €
% CHARGES / DEPENSES	45.75 %	50.40 %	50.03 %	50,71 %	53.57 %	52.51 %
MOYENNE CCLLA		de 40 à 60%				
MOYENNE NATIONALE*	<b>50.51 %</b>	<b>50.73 %</b>	<b>52.09 %</b>	<b>51.98 %</b>	<b>51.43 %</b>	
EUROS / HABITANT	<b>247</b>	<b>274</b>	<b>252</b>	<b>315</b>	<b>330</b>	<b>345</b>
STRATE*	<b>360</b>	<b>364</b>	<b>364</b>	<b>377</b>	<b>399</b>	
49**		<b>309</b>				

\* de la strate démographique (2.000 à 3.500 hab.)

\*\* moyenne départementale

\*\*\* les charges RH prises en compte pour le ratio sont les dépenses indiquées au **\_012**, déduites des remboursements de charges

Effectif à fin décembre 2023 (Source : tableau GRH/paie) :

SERVICE	ETP 2022 28.7107	NB AGENTS 36	TIT / STAG	CONTRAT	ETP 2023 30.1154	NB AGENTS 37	TIT / STAG	CONTRAT
ADMINISTRATIF	5.6286	7	6	1	<b>6.1285</b>	8	6	2
CAMPINGS	1	1		1	<b>1</b>	1		1
CULTURE	1.2857	2	1	1	<b>1.3571</b>	2	2	
ENFANCE JEUNESSE	20.7964	26	15	11	<b>21.6298</b>	26	16	10

Pour rappel, les grandes orientations RH depuis 2018 qui expliquent les hausses et les changements :

- **2018**      **GENERALITES**      *Augmentation du SMIC / Revalorisation des indices*  
**CULTURE**      *Augmentation d'un poste SA (+0.16 ETP)*  
**ENFANCE**      *Augmentation des heures (+1 ETP ; Heures complémentaires)*  
**TECHNIQUE**      *Départ des agents à la CCLLA*
- **2019**      **GENERALITES**      *Augmentation du SMIC / Revalorisation des indices*  
**ADMINISTRATIF**      *Départ / Arrivée + Recensement*  
**CULTURE**      *Suppression d'un poste – Réseau (-0.16 ETP)*  
**ENFANCE**      *Reprise en régie ALSH / APS – SL (+6 ETP)*  
*Augmentation des heures (+0.8 ETP ; Heures complémentaires)*
- **2020**      **GENERALITES**      *Augmentation du SMIC (1.2%) / Revalorisation des indices*  
*Année de COVID (ne pas en tenir compte)*  
*Harmonisation des primes de fin d'année*
- **2021**      **GENERALITES**      *Augmentation du SMIC (2fois, soit 3.25%) / Revalorisation des indices*  
*Mise en place du RIFSEEP (7 mois)*  
**ADMINISTRATIF**      *Création du poste Agence postale*  
**CULTURE**      *Archivage / Remplacement*  
**CAMPINGS**      *Création du poste (+ 1ETP)*  
*Augmentation des heures saisonnières*  
**ENFANCE**      *Reprise en régie ALSH / Jeunesse – SA (+0.2 ETP)*  
*Création du poste Jeunesse (+ 1ETP)*  
*Augmentation des heures (+ 1ETP ; Heures complémentaires ; Remplacement)*
- **2022**      **GENERALITES**      *Augmentation du SMIC (3fois, soit 5.6%) / Augmentation du point d'indice (3.5%)*  
*RIFSEEP sur 1 année complète*  
**ADMINISTRATIF**      *Modification de temps partiel (+0.2 ETP)*  
*Passage à 0.5 ETP sur la communication*  
**CAMPINGS**      *Départ / Arrivée*  
**CULTURE**      *Départ / Arrivée SL*  
**ENFANCE**      *Départ / Arrivée direction*  
*Remplacement*
- **2023**      **GENERALITES**      *Augmentation du SMIC (2fois, soit 4 %) / Augmentation du point d'indice (1.5%)*  
**SOCIALE**      *Poste CTG à ½ temps*  
**CULTURE**      *Départ / Arrivée SL*  
**ENFANCE**      *Intégration du mercredi et ALSH en heures permanentes (soit 1.300 heures annuelles)*

S'agissant du SMIC, environ 75% des agents (titulaires et contractuels) sont concernés par ces augmentations annuelles, ce qui représente 70% des charges de personnel.

## INVESTISSEMENT

La section **d'investissement** relève de toutes les dépenses et recettes utiles (non répétitives) à une gestion **durable** de la collectivité : cela constitue le patrimoine de la collectivité (état de **l'actif**). L'investissement permet d'accroître ce patrimoine, de le préserver ou de le renouveler.

### Les recettes d'investissement

- Subventions (Chapitre **\_13**) : *Etat, région, département, CAF, fonds de concours, ... ;*
- Emprunts et dettes assimilées (Chapitre **\_16**) : *Emprunts ;*
- Dotations, fonds divers et réserves (Chapitre **\_10**) : *FCTVA, taxe aménagement, excédent de fonctionnement ;*
- Autres immobilisations financières (Chapitre **\_27**)
- Opération d'ordre entre section (Chapitre **\_040**) : *Amortissement, écritures de cession ;*
- Opérations patrimoniales (Chapitre **\_041**)

CODE	LIBELLE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
_13	Subventions d'investissement	116 296,50	141 100,14	0,00	28 238,41	62 146,43	599 575,89
_16	Emprunts et dettes assimilées	235,13	590,16	0,00	0,00		675 000,00
<b>Total des recettes d'équipements</b>		<b>116 531,63</b>	<b>141 690,30</b>	<b>0,00</b>	<b>28 238,41</b>	<b>62 146,43</b>	<b>1 274 575,89</b>
_10	Dotations, fonds divers et réserves	733 189,16	714 452,27	704 510,51	497 747,82	415 129,46	796 695,94
_21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	93,05		372,39
_27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		
_024	Produits de cessions	0,00	0,00	0,00	0,00		
<b>Total des recettes financières</b>		<b>733 189,16</b>	<b>714 452,27</b>	<b>704 510,51</b>	<b>497 840,87</b>	<b>415 129,46</b>	<b>797 068,33</b>
_021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00		
_040	Opérations d'ordre de transfert entre section	12 065,88	16 931,47	74 014,19	23 677,92	31 500	301 616,98
_041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00		
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>12 065,88</b>	<b>16 931,47</b>	<b>74 014,19</b>	<b>23 677,92</b>	<b>31 500,00</b>	<b>301 616,98</b>
<b>RECETTES INVESTISSEMENT</b>		<b>861 786,67</b>	<b>873 074,04</b>	<b>778 524,70</b>	<b>549 757,20</b>	<b>508 775,89</b>	<b>2 373 261,20</b>

### Points de situation sur les subventions d'investissement

Il est fait état des subventions relatives au projet en cours (BUDGET GENERAL) et des subventions à solder (ou dont le solde est demandé) sur des projets finis :

LIBELLE PROJET	ETAT SUBVENTION	MONTANT
<b>Aménagement Place de l'église (SA)</b>	<i>Soldée</i>	<b>22 154,97 €</b>
<b>Mise en sécurité de l'église (1<sup>e</sup> tranche - SL)</b>	<i>Soldée</i>	<b>54 957,35 €</b>
<b>Mise en sécurité de l'église (2<sup>e</sup> tranche - SL)</b>	<i>Soldée</i>	<b>56 765,96 €</b>
<b>Mise en sécurité de l'église (1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> tranche - SL)</b>	<i>Soldée</i>	<b>10 857,27 €</b>
<b>Aménagement du camping (SA)</b>	<i>Soldée</i>	<b>21 614,61 €</b>
<b>Mise en accessibilité et rénovation thermique (SA)</b>	<i>Soldée</i>	<b>74 571,00 €</b>
<b>Haie Longue (SA)</b>	<i>Soldée</i>	<b>10 707,00 €</b>
<b>Création Pôle Enfance (SL) – Région</b>	<i>Acompte</i>	<b>16 305,00 €</b>
<b>Création Pôle Enfance (SL) - DSIL</b>	<i>Acompte</i>	<b>60 000,00 €</b>
<b>Création Pôle Enfance (SL) - DETR</b>	<i>Acompte</i>	<b>67 500,00 €</b>
<b>Création Pôle Enfance (SL) - CAF</b>	<i>Acompte</i>	<b>210 000,00 €</b>
	<b>TOTAL 2023</b>	<b>605 433,16 €</b>

Mise en accessibilité Mairie (SA)	Solde demandé	26 250,00 €
Aménagement bibliothèque (SA)	Solde demandé	5 775,00 €
Création Pôle Enfance (SL) – Région	Solde	38 045,00 €
Création Pôle Enfance (SL) - DSIL	Solde	140 000,00 €
Création Pôle Enfance (SL) - DETR	Solde	157 500,00 €
Création Pôle Enfance (SL) - CAF	Solde	90 000,00 €
Création Pôle Enfance (SL) – ADEME	Notifiée	15 680,00 €
Création Pôle Enfance (SL) - SIÉML	Notifiée	124 000,00 €
Création Pôle Enfance (SL) - LEADER	Dossier déposé	50 000,00 €
Inventaire des zones humides – Agence de l'eau	Notifiée	18 000,00 €
Mise en sécurité – Eglise SA - DETR	Notifiée	111 426,00 €
Mise en sécurité – Eglise SA – CD49	Notifiée	82 520,40 €
<b>TOTAL 2024 s</b>		<b>859 159,60 €</b>

## Les dépenses d'investissement

- Immobilisations incorporelles (Chapitre **\_20**) :
  - Subventions d'équipements versées (Chapitre **\_204**) :
  - Immobilisations corporelles (Chapitre **\_21**) :
  - Subventions (Chapitre **\_13**) :
  - Emprunts et dettes assimilées (Chapitre **\_16**) :
  - Opération d'ordre entre section (Chapitre **\_040**) :
  - Opérations patrimoniales (Chapitre **\_041**) :
- Etudes, Concessions ;  
Fonds de concours (SIÉML, CCLLA) ;  
Opérations de travaux, d'équipements ;  
Fonds de concours, ... ;  
Emprunts ;  
Amortissement, écritures de cession ;*

CODE	LIBELLE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
_20	Immobilisations incorporelles	11 464,80	9 196,56	0,00	14 730,67	9 663,34	6 817,50
_204	Subventions d'équipements versées	72 983,81	188 710,86	235 874,47	346 544,95	212 108,14	209 802,71
_21	Immobilisations corporelles	447 313,67	637 588,85	714 750,47	366 239,18	373 869,65	1 430 960,80
<b>Total des dépenses d'équipements</b>		<b>531 762,28</b>	<b>835 496,27</b>	<b>950 624,94</b>	<b>727 514,80</b>	<b>595 641,13</b>	<b>1 647 581,01</b>
_10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	21 696,96	420 489,62		
_13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		
_16	Emprunts et dettes assimilées	48 407,31	49 610,20	48 096,41	49 750,32	49 851,97	70 977,59
_26	Participations et créances rattachées					7 800,00	
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>48 407,31</b>	<b>49 610,20</b>	<b>69 793,37</b>	<b>470 239,94</b>	<b>57 651,97</b>	<b>70 977,59</b>
_040	Opérations d'ordre de transfert entre section	0,00	0,00	25 072,70	0,00		
_041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00		
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 072,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>DEPENSES INVESTISSEMENT</b>		<b>580 169,59</b>	<b>885 106,47</b>	<b>1 045 491,01</b>	<b>1 197 754,74</b>	<b>653 293,10</b>	<b>1 718 558,60</b>

## Présentation succincte des dépenses d'investissement 2023

FONCTION / OPERATION	CA 2023
<b>SERVICES GENERAUX</b>	<b>143 912,00</b>
ADMINISTRATION	4 165,81
RESSOURCES NUMERIQUES	18 604,20
AFFAIRES SOCIALES	902,80
ATELIERS	49 261,60
FINANCES	70 977,59
<b>SECURITE ET SALUBRITE</b>	<b>49 028,85</b>
EQUIPEMENTS SECURITE	33 349,95
PERIL	15 678,90
<b>AMENAGEMENT</b>	<b>1 186 351,13</b>
ESPACE JEUNESSE	28 540,53
PLU	6 817,50
POLE ENFANCE	1 135 605,01
RESERVE FONCIERE	5 756,78
SECURISATION EGLISE	9 631,31
<b>VOIRIE</b>	<b>113 157,82</b>
SIGNALETIQUE_VOIRIE	3 157,82
VOIRIE	110 000,00
<b>PATRIMOINE BATI</b>	<b>76 781,64</b>
ADAP	33 265,21
MAIRIES	12 214,47
EGLISES	31 301,96

<b>RESEAUX</b>	<b>70 960,82</b>
EFFACEMENT RESEAUX	50 541,11
EAUX PLUVIALES	20 419,71
<b>ESPACES PUBLICS</b>	<b>18 988,54</b>
EQUIPEMENTS URBAINS	6 595,74
ENVIRONNEMENT	6 760,80
CIMETIERES	5 632,00
<b>ENFANCE / JEUNESSE</b>	<b>11 753,35</b>
ECOLES EQUIP.	7 073,70
PERISCOLAIRE	1 396,39
RESTAURATION	1 510,26
JEUNESSE	1 773,00
<b>TOURISME / ECONOMIE</b>	<b>20 502,79</b>
CAMPINGS	20 502,79
<b>CULTURE</b>	<b>2 847,24</b>
BIBLIOTHEQUES EQUIP.	528,84
ANIMATIONS	2 318,40
<b>SPORT</b>	<b>24 274,42</b>
SALLE	1 464,00
TERRAINS	22 810,42
<b>TOTAL DEPENSES INVEST</b>	<b>1 718 558,60</b>

## LA CAF

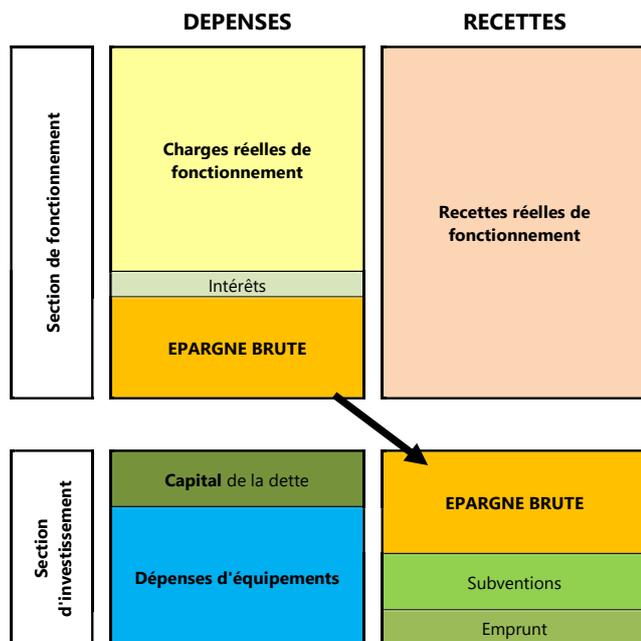
Le principe de la **CAF** est de dégager un excédent en section de fonctionnement pour permettre de financer des dépenses d'équipements en autofinancement selon les modalités suivantes d'équilibre entre les sections.

### CAF brute et taux d'épargne

Il s'agit d'un élément clé du budget : la **capacité d'autofinancement** de la commune (BRUTE ou NETTE : voir le détail de la CAF ci-dessous). Il s'agit de l'excédent des RRF – DRF (Recettes réelles – Dépenses réelles de Fonctionnement) dont le montant permet de couvrir les dépenses d'investissement (dont le remboursement de la dette).

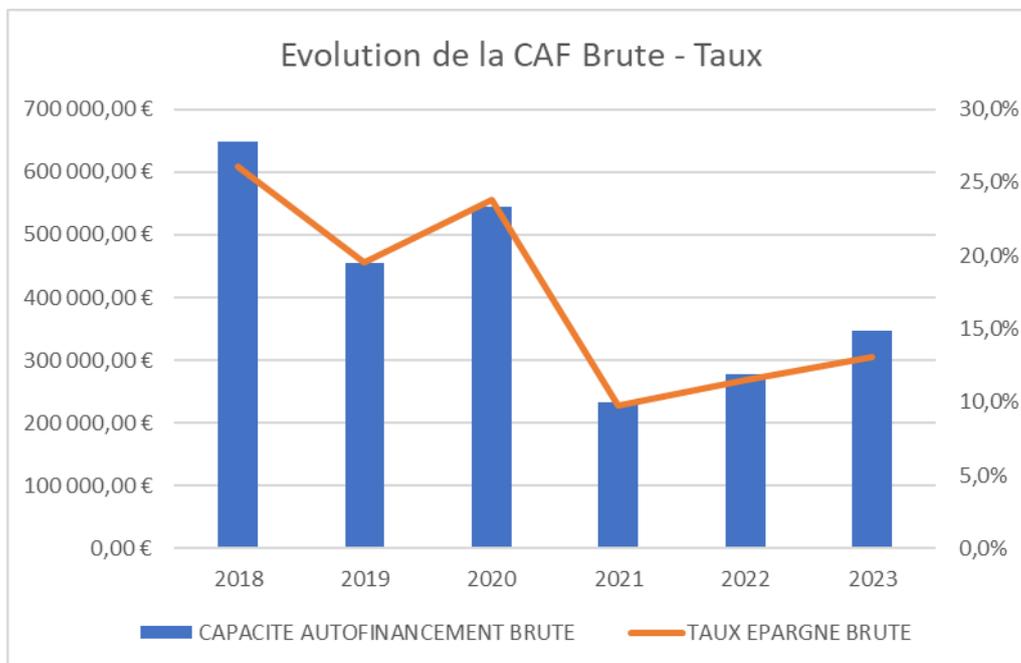
Quant au **TAUX** (Montant de la CAF BRUTE/RRF), il est considéré comme satisfaisant quand il est compris entre 8 et 15%.

Equilibre budgétaire / CAF



LIBELLE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
CAF BRUTE	649 070,10 €	454 808,64 €	544 826,80 €	233 089,59 €	277 531,51 €	346 646,01 €
CAF NETTE	600 897,92 €	405 785,43 €	496 730,39 €	184 127,07 €	227 679,54 €	276 866,99 €
TAUX	26.08 %	19.52 %	23.81 %	9.79 %	11.51 %	13,1 %
MOYENNE CCLLA		15.2 %				
MOYENNE NATIONALE*	19.4	20.2	21.23	20.53	19.77	

\* de la strate démographique (2.000 à 3.500 hab.)



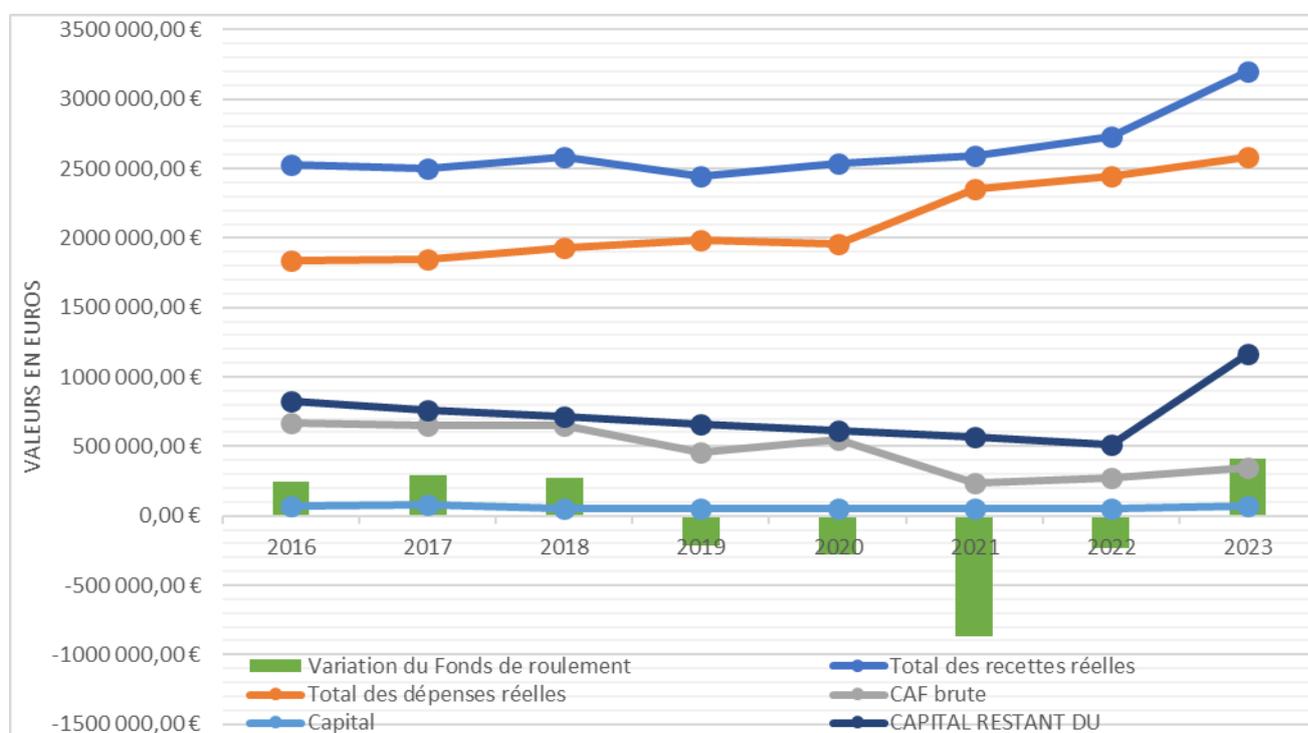
## Evolution de l'épargne et de la CAF

L'évolution de l'épargne peut s'analyser de la façon suivante :

- **Variation du fonds de roulement :** Prélèvement sur le fonds de roulement ou abondement ;
- **Fonds de roulement (FDR) :** « Réserve » ou différence entre les financements disponibles à plus d'un an (les dotations et les réserves, les subventions d'équipement, les emprunts) et les immobilisations (investissements réalisés et en cours de réalisation). Le fonds de roulement permet de couvrir le décalage entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses ;
- **Couverture des charges :** Ratio  $(FDR / DRF * 12\text{mois} * 30\text{jours})$  permettant de couvrir les charges de fonctionnement ;

LIBELLE	2018	2019	2020	2021*	2022	2023
<b>CAF BRUTE (c)</b>	649 070,10	454 808,64	544 826,80	233 089,59	277 531,51	346 646,01
<b>Recettes d'investissement (r)</b>	208 437,76	219 138,35	196 388,77	100 438,54	142 065,43	1 782 265,24
<b>Dépenses d'équipements (d)</b>	580 169,59	885 106,47	1 020 418,31	1 197 754,74	653 293,10	1 718 558,60
<b>Variation du fonds de roulement (v=c + r -d)</b>	<b>277 338,27</b>	<b>- 211 159,48</b>	<b>-279 202,74</b>	<b>- 864 226,61</b>	<b>- 233 696,16</b>	<b>+ 410 352,65</b>
<b>Fonds de roulement (FDR)</b>	1 945 883,57	1 734 724,09	1 455 521,35	1 136 213,33	894 145,28	1 304 497,93
<b>Moyenne VDL vs nationale (FDR/hab)</b>	571 / 386	503 / 379	422 / 423	329 / 462	258 / 500	372 /
<b>Couverture des charges de fonctionnement</b> <i>(Seuil admis entre 30 et 90 jours)</i>	<b>380,86</b>	<b>333,04</b>	<b>300,62</b>	<b>190,50</b>	<b>150,85</b>	<b>204,25</b>

\* Intégration au budget principal des budgets annexes BA (Assainissement + Caisse des écoles)



## LA DETTE

La dette se mesure à partir de plusieurs éléments :

- **EN COURS DE LA DETTE ou CRD :** Capital restant dû (Total de la dette à rembourser) ;
- **ANNUITE :** Emprunt (capital et intérêts) remboursé par an ;
- **EN COURS / Habitant :** Dette remboursée / an / habitant ;
- **CAPACITE DE DESENETTEMENT :** CRD / CAF BRUTE qui correspond au nombre d'années nécessaires uniquement pour remboursement la dette, sans faire d'autres dépenses d'investissement ;

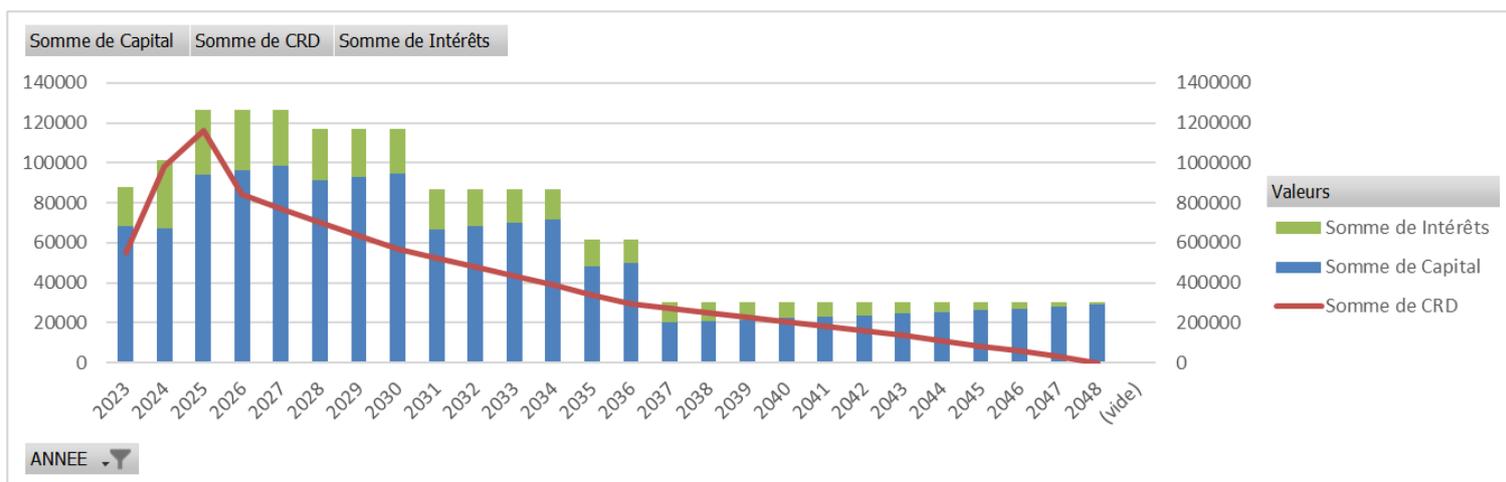
LIBELLE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
CRD (au 31/12)	710 287,97 €	661 264,76 €	613 168,35 €	563 238,23 €	513 386,26 €	1 161 483,72 €
ANNUITE	55 980,28 €	56 210,21 €	54 675,75 €	54 848,55 €	55 310,41 €	83 603,46 €
EN COURS / HABITANT / AN	16	16	16	16	16	24
MOYENNE NATIONALE*	91	91	91	90	86	
CAPACITE DESENETTEMENT	1,09	1,45	1,13	2,42	1,85	3,35

\* de la strate démographique (2.000 à 3.500 hab.)

Pour info, il est indiqué l'état de la dette sur les autres budgets (le CRD Campings est désormais intégré au budget principal) :

LIBELLE	CRD
BUDGET BATIMENTS COMMERCIAUX	58 255,71 €

## Amortissement de la dette



## Rappel des chiffres clés du budget

X

LIBELLE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
RIGIDITE STRUCTURELLE	39.50 %	46.39 %	43.54 %	51.77 %	54.11 %	53.06 %

### PROSPECTIVE BUDGETAIRE

La construction du budget 2024 doit tenir compte des engagements en cours :

- o La construction du pôle Enfance ;
- o La rénovation et remise en état des biens communaux ;
- o La mise aux normes des aspects sécuritaires et réglementaires (accessibilité, incendie, ERP) ;

S'agissant de la section de fonctionnement, il conviendra de respecter les éléments suivants :

- o Contenir les dépenses courantes, mais en tenant compte des impondérables (électricité en forte augmentation) ;
- o Effectifs constants en RH, avec le souhait de diminuer les heures du service Enfance (baisse des enfants, harmonisation des pratiques) ;
- o Maintien d'une pression fiscale pour ne pas risquer de perdre des dotations ;
- o Application du principe de prudence dans l'estimation des recettes ;

L'objectif serait de continuer sur la lancée des années 2022 et 2023 en ayant une évolution des recettes réelles plus forte que les dépenses réelles, pour rétablir une CAF à un niveau correct. Dans le cadre d'une prospective budgétaire, il est proposé d'appliquer les taux suivants à la section de fonctionnement :

- o Achats et charges externe : +7% (avec l'augmentation plus forte liée aux fluides), puis 5, 4 et 3.5% ;
- o Autres charges, contingents... : +5% (puis 4, 3.5 et 3%) ;
- o RH : application d'un taux constant de +3.5% à effectif constant ;
- o Fiscalité : contenir a minima un taux de +2.5% (en sus des bases plafonnée à 3.5%, dont 3.9 en 2024) ;
- o Produits domaniaux et ventes : +2.5% ;
- o Produits divers (loyers/location) : +1% ;

Libellé du poste	2021 - CA	2022 - CA	2023 - CA	2024 - BP	2025	2026	2027
<b>Charges à caractère général et autres charges réelles</b>	<b>914 938,67</b>	<b>829 067,18</b>	<b>895 309,88</b>	<b>954 405,80</b>	<b>1 000 602,42</b>	<b>1 040 270,73</b>	<b>1 076 479,71</b>
Achats et charges externes	605 593,42	634 363,89	698 572,07	747 472,11	784 845,72	816 239,55	844 807,93
Impôts et taxes (hors taxes sur rémunération)	18 374,98	19 133,45	25 641,99	27 283,08	28 920,06	30 655,27	32 494,58
Autres charges réelles (dont subventions versées)	290 970,27	175 569,84	171 095,82	179 650,61	186 836,64	193 375,92	199 177,20
<b>Contingents et participations</b>	<b>137 496,41</b>	<b>156 283,57</b>	<b>182 727,89</b>	<b>191 864,28</b>	<b>199 538,86</b>	<b>206 522,72</b>	<b>212 718,40</b>
<b>Charges financières</b>	<b>5 886,03</b>	<b>5 458,44</b>	<b>13 824,44</b>	<b>32 000,00</b>	<b>47 500,00</b>	<b>46 500,00</b>	<b>45 500,00</b>
Charges d'intérêts	5 886,03	5 458,44	13 824,44	32 000,00	47 500,00	46 500,00	45 500,00
Autres charges financières							
<b>Charges de personnel</b>	<b>1 088 873,91</b>	<b>1 143 025,92</b>	<b>1 207 420,33</b>	<b>1 265 732,62</b>	<b>1 309 473,26</b>	<b>1 354 744,83</b>	<b>1 401 600,89</b>
Rémunération du personnel et charges sociales	1 060 702,53	1 129 110,12	1 207 471,13	1 249 732,62	1 293 473,26	1 338 744,83	1 385 600,89
Personnel extérieur	22 898,25	28 369,82	1 296,44	7 000,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
Impôt, taxes et versements assimilés sur rémunérations	5 273,13	-14 454,02	-1 347,24	9 000,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
<b>TOTAL CHARGES RÉELLES (a)</b>	<b>2 147 195,02</b>	<b>2 133 835,11</b>	<b>2 299 282,54</b>	<b>2 444 002,71</b>	<b>2 557 114,54</b>	<b>2 648 038,27</b>	<b>2 736 299,00</b>
	18,82%	-0,63%	7,20%	5,92%	4,42%	3,43%	3,23%
Fiscalité TH/TF/CFE	848 088,00	902 728,00	989 003,62	1 052 299,85	1 115 437,84	1 182 364,11	1 253 305,96
Autres ressources fiscales et impôts de répartition	-122 454,21	-47 874,66	-46 890,17	-105 000,00	-105 000,00	-90 000,00	-90 000,00
Dotations et participations-subventions	1 260 906,91	1 152 331,66	1 158 160,20	1 150 000,00	1 150 000,00	1 150 000,00	1 150 000,00
Produits domaniaux et ventes diverses	338 558,99	358 128,12	481 359,71	493 393,70	505 728,55	518 371,76	531 331,05
Produits divers (travaux en régie, produits financiers et exceptionnels réels)	55 184,92	46 053,50	64 295,19	20 000,00	20 200,00	20 402,00	20 606,02
<b>TOTAL PRODUITS RÉELS (b)</b>	<b>2 380 284,61</b>	<b>2 411 366,62</b>	<b>2 645 928,55</b>	<b>2 610 693,55</b>	<b>2 686 366,39</b>	<b>2 781 137,87</b>	<b>2 865 243,03</b>
	3,88%	1,29%	8,87%	-1,35%	2,82%	3,41%	2,94%
<b>CAF BRUTE (c = b-a)</b>	<b>233 089,59</b>	<b>277 531,51</b>	<b>346 646,01</b>	<b>166 690,85</b>	<b>129 251,85</b>	<b>133 099,60</b>	<b>128 944,03</b>

Concernant les recettes, elles sont estimées en légère baisse car il faut prendre acte des éléments suivants :

- o Autres ressources : augmentation des attributions (+37ke) et précaution sur les droits de mutations (-50ke) ;
- o Produits domaniaux : perte des loyers (4 loyers de St Aubin) ;

## CONCLUSION

En conclusion, la CAF brute estimée est en forte baisse pour 2024 et, à défaut de recettes supplémentaires sur les années suivantes et de diminution sur les dépenses, l'évolution de ces dernières restant supérieures aux recettes, la CAF estimée ne permettrait pas de dégager d'autofinancement suffisant à court terme. Elle est même inférieure au taux recommandé.

Pour revenir sur 2024, les résultats cumulés associés aux restes à réaliser, aux cessions en cours permettent d'envisager sereinement la construction du budget (fonds de roulement très élevé). Mais s'agissant du plan pluriannuel d'investissement, il est recommandé de revoir les estimations à la baisse (ou de trouver des subventions complémentaires).

Pour autant, il ne s'agit que de prévisions qui dépendent de nombreux facteurs :

- *Incertitude sur les recettes (sous-estimées) dont les dotations ;*
- *En attente des simulations sur les taux : demande faite pour +2.5, +3% et +3.5% ;*
- *Inflation instable ;*
- *Impossibilité de prévoir les réparations et les imprévues ;*
- *Endettement qui reste raisonnable mais qui devient limité en maintenant une CAF basse ;*
- *Incertitude sur la croissance démographique et la fréquentation des structures par les enfants ;*

Ainsi, d'ici le vote du budget et en prévision des années à venir, il serait donc pertinent de :

- *Affiner au plus juste la section de fonctionnement (par article comptable), en gardant de la marge (en cas de dépenses imprévues) ;*
- *Voir à la baisse le plan pluriannuel d'investissement ;*
- *Optimisation des recettes et réduction des dépenses ;*